

http://www.liberation.fr/monde/2010/12/01/la-presse-et-la-transparence-informatique_697443



La presse et la transparence informatique

BERNARD GUETTA 1^{er} décembre 2010

On comprend bien la situation mais est-ce du journalisme ? On comprend bien qu'aucun des journaux auxquels WikiLeaks avait proposé une telle masse de dépêches diplomatiques américaines n'ait pu les ignorer. Elles étaient déjà tombées dans le domaine public puisqu'elles avaient été remises à ce site par un jeune militaire qui avait pénétré un réseau informatique du Département d'État. Si d'aussi grands journaux que *le Monde* ou le *New York Times* n'avaient pas accepté de publier ces documents, d'autres l'auraient fait, sans avoir le souci ni les moyens de les analyser. Ces journaux n'avaient, en fait, pas le choix mais, sauf les affaires de corruption qui seraient à venir, cette publication ne relève pas du journalisme.

Lorsqu'un journal a des raisons de penser qu'un État ou quelque puissance que ce soit manipule l'opinion, a commis ou s'appête à commettre un crime, son devoir est de tout faire pour le révéler. Sa raison d'être lui impose alors de braver la loi pour faire éclater une vérité nécessaire car c'est son rôle de contre-pouvoir. C'est la noblesse du journalisme, celle dont le *New York Times* avait donné l'exemple en publiant, au début des années 70, les «*Pentagon Papers*», le rapport secret où se lisaient tous les mensonges du gouvernement américain sur la guerre du Vietnam mais il n'y a rien, là, de comparable.

Aucune de ces quelque 250 000 dépêches ne prouve un quelconque crime. Aucun devoir journalistique, surtout, n'imposait de les publier alors qu'elles avaient été volées sans motif supérieur et que le secret qui les couvrait n'était pas illégitime car, quoi qu'en disent les défenseurs de la transparence, l'exigence de confidentialité peut être fondée. Sans même parler du secret des sources qui doit être garanti aux journalistes ou du respect de la vie privée auquel la presse devrait s'obliger, un gouvernement n'a pas à annoncer à l'avance une dévaluation monétaire ou une opération militaire sur lesquelles il a, au contraire, un devoir de mensonge. Un enfant le comprendrait et la confidentialité n'est pas moins nécessaire en diplomatie.

Si des États ne pouvaient pas envisager une démarche sans la rendre aussitôt publique, si des chefs de gouvernement ne pouvaient pas échanger des informations ou se sonder sur un tournant à prendre sans que cela ne soit immédiatement su, rien ne pourrait bouger sur la scène internationale. Sans ce secret diplomatique, les accords d'Oslo n'auraient pas vu le jour, la Chine et les États-Unis auraient bien du mal à nouer des relations diplomatiques et la guerre d'Algérie aurait tué pour plus longtemps encore. Les exemples abondent et les ambassadeurs ont également besoin de pouvoir faire à leurs gouvernements des portraits des chefs d'État auprès desquels ils sont accrédités sans qu'il n'en résulte une crise internationale.

Art permanent, et difficile, de rechercher des compromis, la diplomatie est indispensable à la canalisation des conflits et il n'y a, donc, rien à gagner à dévoiler les échanges grâce auxquels elle progresse. Leur verbatim peut faire sourire. Le voyeurisme a ses plaisirs mais, en l'occurrence, il est d'autant moins indispensable que la presse et ses lecteurs n'avaient pas besoin du soldat Manning et de WikiLeaks pour savoir que les capitales arabes sont encore plus obsédées que les États-Unis par la menace iranienne ou que la Turquie rêve de retrouver l'influence ottomane en pourfendant Israël. Ce que rapportent les diplomates américains dans ces dépêches, tous les journaux qui répercutent, aujourd'hui, cette gigantesque fuite, l'avaient écrit depuis longtemps. Tous les bons journaux l'avaient fait pour la simple raison que la Turquie ne déguise pas cette nostalgie impériale et que les pouvoirs sunnites craignent le chiisme comme la peste et n'avaient guère caché leur espoir qu'Israël anéantisse le Hezbollah lors de la deuxième guerre du Liban.

Dans cette affaire, l'extraordinaire paradoxe est que des titres comptant parmi les meilleurs de la presse occidentale se dévalorisent eux-mêmes en faisant des révélations de ce que leurs propres enquêtes avaient déjà montré. Leurs journalistes avaient lu le ministre turc des Affaires étrangères et avaient abondamment parlé de sa vision régionale. Ils avaient cent fois souligné que les ambitions nucléaires iraniennes avaient suscité un rapprochement entre Israël et les pouvoirs arabes, un total changement de la donne proche-orientale. Ils avaient fait leur travail, ce patient recoupement de faits et de confidences, de raisons du moment et de pesanteurs historiques, mais voilà qu'ils semblent ne plus croire en leur métier, lui accorder moins d'importance qu'aux illusions de la transparence informatique. Dommage...

Bernard GUETTA